

LES VILLES DU MONDE AU CŒUR DE LA FINANCE

Centres névralgiques du monde des affaires, les grandes capitales mondiales concentrent les intérêts économiques et géopolitiques, mais c'est essentiellement la localisation des Bourses qui dicte l'implantation des établissements bancaires et des investisseurs.

New York en tête

Avec un volume quotidien moyen d'échanges d'actions d'environ 120 milliards de dollars et une capitalisation boursière totale de 25 000 milliards de dollars en 2020, la Bourse de New York (le NYSE) fait de Big Apple la plus grande place financière mondiale : 10 % des emplois de la ville sont associés à la finance.

L'importance du Commonwealth : Londres, Hong Kong et Singapour

Concentrant 25 % de la population mondiale et 23 % de la richesse mondiale en 2020, le Commonwealth est un acteur incontournable de l'économie et la finance mondiale. Hong Kong et Singapour se partagent les 3^e et 4^e rangs des places financières derrière New York et Londres.

« Brexodus » vers Paris, Francfort et Amsterdam ?

L'exil financier attendu n'a pas encore eu lieu, mais avec des agendas de réformes ambitieux et un écosystème dynamique de la FinTech, les places financières européennes apparaissent progressivement comme des alternatives attractives à leurs homologues anglo-saxons.

LES GRANDS CIRCUITS DES ÉCHANGES DE MARCHANDISES

Une circulation internationale des marchandises

Depuis les routes fluviales de l'ambre et de l'étain de l'âge du bronze, les transports fluviaux et maritimes ont accompagné le développement économique, social et politique de notre monde. Avec une désintégration verticale progressive des systèmes de production en chaînes d'approvisionnement géographiquement dispersées et flexibles, l'économie mondiale repose plus que jamais sur ces flux transfrontaliers internationaux.

Les ports comme catalyseurs d'industrialisation et centres de distribution

Avant l'invention des avions, la mer était le principal mode de transport des colons, des voyageurs et des migrants depuis des siècles. Avec les révolutions industrielles, les ports ont agi comme un catalyseur pour l'industrialisation. Alors que les premiers ports étaient principalement maritimes, ils constituent aujourd'hui des centres de distribution multimodaux combinant des routes maritimes, fluviales, routières, ferroviaires et aériennes.

Les plus grands hubs de fret maritime

En 2019, neuf des dix ports les plus fréquentés étaient situés en Asie, avec en tête Shanghai (flux annuel de 43 millions de conteneurs), Singapour et Hong Kong. Dubaï au Moyen-Orient arrive à la dixième place. Aux États-Unis, les ports voisins de Los Angeles et Long Beach forment le plus grand hub de conteneurs du pays. En Europe, ce sont les villes de Rotterdam, Hambourg et Anvers qui abritent les plus grands ports.

LES GRANDS EMPIRES COMMERCIAUX DANS L'HISTOIRE

La fortune commerciale, des empires antiques aux nouveaux hubs technologiques comme la Silicon Valley, est souvent associée à des individus visionnaires. Quelques noms au fil de l'histoire...

Les argentiers d'État

À la Renaissance, les Médicis ont non seulement développé le système bancaire italien mais également façonné la politique de l'Europe en gouvernant et en prêtant aux rois. En France, c'est Jacques Cœur, un marchand et armateur, qui permet d'aider Charles VII à reconquérir la France occupée par les Anglais.

Les banquiers de l'âge d'or

Plus près de nous, au XIX^e siècle, la famille Rothschild étend son empire bancaire aux industries minières et ferroviaires. Aux États-Unis, John Pierpont Morgan est non seulement à l'origine de la banque éponyme mais il construit aussi un empire allant de l'acier et de l'électricité au chemin de fer et à la navigation.

Les magnats industriels

Certains bâtisseurs d'empires concentrent leur activité dans un domaine particulier, comme Henry Ford dans l'automobile, ou John Rockefeller qui au début du XX^e siècle bâtit à partir de rien un empire dans le domaine du pétrole estimé à près de 350 milliards de dollars actuels.

Les visionnaires contemporains

Les bâtisseurs contemporains associent également leur fortune à des ambitions visionnaires, tel Bill Gates qui se consacre désormais à sa Fondation humanitaire, ou encore Elon Musk qui réinvestit le fruit de la vente de Paypal dans le domaine du voyage spatial, du véhicule électrique ou encore de l'Intelligence artificielle.

Lors d'une offre publique d'achat, ou OPA, l'acquéreur (l'offreur) fait une offre pour racheter toutes les actions d'une entreprise (la cible) et ainsi en devenir l'unique propriétaire ou l'actionnaire majoritaire. Lorsque la cible est cotée, l'acquéreur offre un prix d'achat supérieur au cours de bourse pour inciter les actionnaires à vendre leurs parts. Une OPA peut être amicale – réalisée avec l'accord de la société-cible – ou au contraire hostile. Il existe de nombreuses méthodes pour contrer une OPA hostile. Ci-dessous quelques aperçus.

1) Séparer le contrôle des actionnaires, grâce à des droits de vote étendus ou des sociétés en commandite.

2) Maîtriser le changement de contrôle : si un potentiel acquéreur tente d'accumuler peu à peu les actions d'une cible sur le marché (stratégie d'offre « rampante »), les régulateurs peuvent intervenir et demander à l'acquéreur de faire une offre définitive dans le délai qu'ils décident (comme lors des rumeurs de rachat de Danone en 2005).

3) Renforcer l'actionnariat fidèle et créer des alliances avec des « chevaliers blancs » : ce sont des partenaires stratégiques qui fusionnent avec la cible pour augmenter sa capitalisation et la rendre plus difficile à acquérir.

4) Les « pilules empoisonnées » : ce sont des mesures comptables, financières et légales capables d'éviter une prise de contrôle hostile. Par exemple la possession d'une filiale opérant dans un secteur sensible, à l'instar de la Défense, dont l'acquisition requerrait de nombreuses autorisations gouvernementales.

LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Principe

Le blanchiment d'argent est un processus servant à dissimuler la provenance criminelle de capitaux : trafic de drogue, trafic d'armes, corruption, etc. L'objectif de l'opération, qui se déroule en général en plusieurs étapes, est de faire croire que des capitaux illégalement acquis ont une source licite et de les insérer dans le circuit économique classique.

Les étapes du blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent ou de capitaux s'effectue généralement en trois étapes. Dans un premier temps l'argent d'origine criminelle fait son entrée dans le système financier : c'est le placement. La seconde étape consiste à utiliser cet argent dans de nombreuses transactions afin de dissimuler sa provenance : c'est l'empilement. Enfin le blanchiment d'argent consiste à investir les fonds dans des activités diverses et légales – telles la construction immobilière ou le commerce : c'est la phase finale.

Les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie

Le blanchiment d'argent est une forme de criminalité financière combattue par tous les États. Elle contribue au développement de la corruption et met en péril l'intégrité des institutions et des systèmes financiers au sein des pays. Les progrès techniques réalisés dans le domaine du commerce électronique, la mondialisation des marchés financiers, les cryptomonnaies et les nouveaux produits financiers favorisent le recyclage des produits des activités criminelles et la dissimulation du parcours de l'argent provenant de ces activités.

LE PÉTROLE, UNE ÉNERGIE AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le pétrole est une roche liquide d'origine naturelle composée d'hydrocarbures que l'on trouve par forage dans le sol. C'est une énergie fossile, c'est-à-dire issue de la décomposition des plantes et des animaux. Elle est donc non renouvelable.

Source d'énergie primaire et industrie pétrochimique

Avec 32 % de l'énergie primaire consommée en 2017, le pétrole est la source d'énergie la plus utilisée dans le monde devant le charbon (27 %) et le gaz naturel (22 %) ; sa part a fortement reculé : elle atteignait 46 % en 1973. Aujourd'hui le transport utilise à 92 % le pétrole comme source d'énergie, sous diverses formes de carburant liquide (gazole, kérosène, essence).

Le pétrole raffiné sous forme de naphta est également à la base de l'industrie pétrochimique pour la production de nombreux matériaux : plastiques, textiles synthétiques, détergents et engrais, cosmétiques, bitumes et lubrifiants.

La géopolitique du pétrole

En 2019, les trois principaux producteurs totalisaient 42 % de la production mondiale : États-Unis 18 %, Russie et Arabie Saoudite 12 % chacune. Les principaux importateurs de pétrole sont l'Europe, la Chine, les États-Unis et l'Inde ; les principaux exportateurs sont l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Irak, le Canada et les Émirats arabes unis.

Vers un monde sans pétrole ?

Le pétrole est responsable de 30 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. On évalue les émissions mondiales de CO₂ dues au pétrole aux environs de 10 milliards de tonnes en 2019, en progression de 30 % depuis 1990.

Définition

Une société écran est une entreprise fictive – sans véritable activité – créée pour éviter l'imposition de bénéfices ou pour blanchir de l'argent. Elle permet à son véritable détenteur de ne pas révéler son identité grâce à l'utilisation d'un prête-nom et/ou en libellant son capital en actions au porteur.

La plupart sont domiciliées dans des « juridictions fiscales non coopératives », c'est-à-dire des paradis fiscaux, comme les îles Cayman, Samoa, les Seychelles ou encore les Fidji, Guam ou Panama dont la législation autorise le secret bancaire à l'égard des pays tiers.

Les sociétés écrans des « Panama Papers »

En 2015, une source anonyme a dévoilé des dizaines de millions de documents détaillant des informations fiscales et juridiques sur des entités étrangères *offshore* immatriculées au Panama. Une grande partie de ces « Panama Papers » retraçait la création de sociétés écrans utilisées comme moyens de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale par un seul et unique cabinet d'avocats, Mossack Fonseca.

L'ampleur de la révélation et la mention de nombreux chefs d'État en fonction ou de célébrités attira l'attention sur la popularité du Panama comme paradis fiscal. En définitive, aucune action d'ampleur n'a été intentée contre l'État de Panama lui-même.

Une mise sur liste noire ?

Cette affaire entraîna la création par l'UE en décembre 2017 d'une liste noire pour pratiques fiscales opaques sur laquelle figurait le Panama et seize autres pays. Si le Panama a ensuite été rapidement retiré de la liste, il l'a réintégrée récemment. La liste noire comprend aujourd'hui treize pays.

LES DÉLOCALISATIONS ET LA MONDIALISATION

La mondialisation est un processus continu d'intensification et de fluidification des échanges commerciaux, porté par l'essor des transports et des mobilités (populations, entreprises) et accéléré depuis les années 1970 par les systèmes contemporains de communication et de circulation de l'information ainsi que par la multiplication des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux à partir des années 1990.

La mondialisation se traduit notamment par l'ouverture des marchés de biens des pays développés à la concurrence des producteurs des pays en développement, mais aussi par la facilitation de l'implantation de firmes occidentales dans les pays à bas coût salarial.

L'accélération de la mondialisation au début de XXI^e siècle, avec l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, a entraîné plusieurs conséquences majeures pour les économies occidentales, avec en particulier :

- une forte pression exercée sur les prix et les coûts de fabrication du fait de l'intensification de la concurrence des producteurs des pays en développement ;
- une délocalisation de pans entiers d'industries de main-d'œuvre vers les pays à bas coûts salariaux, et en particulier la Chine ;
- une dépendance accrue aux importations en provenance des pays émergents au premier rang desquels figure la Chine comme l'Inde, le Mexique ou l'Indonésie.

LA CRISE DES SUBPRIMES

Entre 2000 et 2005 les prix du marché immobilier américain ont presque doublé, avant de chuter de plus de 33 % en trois ans.

Une bulle spéculative

Plusieurs facteurs ont contribué à l'émergence de cette bulle. Dans les années 1990 le gouvernement américain a souhaité élargir l'accès à la propriété, y compris aux classes les plus modestes (prêts hypothécaires subprime). Après l'éclatement de la bulle Internet en 2000, la Banque centrale américaine a maintenu des taux d'intérêt faibles afin d'encourager l'investissement. Pensant y trouver un placement plus sûr, les investisseurs se sont tournés vers l'immobilier.

Une titrisation opaque

La titrisation est le processus par lequel un actif est transformé en titre échangeable. L'émetteur (banque) se défait du risque en le transférant à des investisseurs extérieurs. La titrisation crée ainsi un aléa moral : les banques ne supportent plus le risque final lié à leurs prêts hypothécaires, ce qui dissout le sentiment de responsabilité. Les banques ont par la suite revu leurs exigences de prêt à la baisse, tandis que les titres issus de ces prêts hypothécaires demeuraient surnotés par les organismes chargés d'évaluer le risque de non-remboursement, les fameuses agences de notation. Les investisseurs ont sous-estimé le risque et les corrélations associés aux défauts de paiement des personnes bénéficiaires des prêts subprime. La complexification de ces produits financiers les a rendus encore plus opaques. La remontée progressive des taux d'intérêt et la chute des prix de l'immobilier à partir de 2006 ont fragilisé les ménages qui s'étaient trop endettés pour acquérir leurs logements. La hausse des défauts de remboursements des prêts subprime a débouché sur la crise immobilière de l'été 2007.

L'INSERTION DE LA CHINE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les réformes économiques et la croissance post-Mao

À la mort de Mao Zedong en 1976, Deng Xiaoping implémente des réformes économiques qui intègrent la Chine dans l'économie mondiale. De 1980 à 2000, les échanges extérieurs de la Chine se développent à un rythme exceptionnellement rapide : plus de 15 % par an en moyenne.

Deux décennies de libéralisation économique

Après quinze ans de négociations, la Chine devient membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Elle s'engage à ouvrir son marché en libéralisant ses importations de biens et services. Les gains de cette ouverture sont un afflux d'investissements directs étrangers, qui jouent un rôle important dans le soutien de la demande interne et à terme un gain de croissance grâce à une allocation plus efficace des ressources internes. D'acteur marginal dans le commerce mondial en 1980, la Chine est devenue la troisième puissance commerciale dès 2005.

Un XXI^e siècle sous domination chinoise ?

La Chine est désormais le deuxième pays du monde par son produit intérieur brut (PIB), derrière les États-Unis. Cependant, si on calcule le PIB en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en gommant les effets de change dollar/yuan, la Chine surpasse désormais les USA avec en 2019 plus de 23 000 milliards de US\$ contre 20 000 pour les États-Unis. Avec son projet pharaonique de « Nouvelles routes de la Soie », Xi Jinping entend bien redonner à la Chine son rayonnement millénaire à horizon 2049.

Des marchés en croissance

Les économies émergentes, aussi appelées « marchés frontières », ont connu un taux record de croissance représentant jusqu'à 60 % de la croissance mondiale. Le cabinet McKinsey estime que d'ici 2025 près de la moitié des entreprises cotées valorisées à 1 milliard de dollars ou plus auront un siège dans un pays émergent.

Instabilité

Toutefois, les pays émergents n'ont généralement pas un système juridique aussi efficace que ceux des pays développés et peuvent parfois connaître l'instabilité politique. Les risques inhérents aux marchés émergents ont des causes multiples : au-delà de l'instabilité politique on peut citer la forte dépendance aux cours des matières premières, les problèmes de corruption, le manque (ou du moins l'insuffisance) de réformes structurelles ou encore les répercussions des guerres tarifaires que peuvent se livrer les pays développés.

Derrière les BRICS, les « onze prochains » (N-11)

Les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) sont désormais considérés comme étant économiquement matures et avancés. Suivent les « onze prochains » : le numéronyme « N-11 » provient d'un article de recherche célèbre publié en 2005 par Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs, dans lequel il identifie onze pays au potentiel élevé pour devenir des puissances économiques majeures au XXI^e siècle : Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie, Corée du Sud et Vietnam.

LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les organisations terroristes ont besoin de fonds conséquents non seulement pour le financement opérationnel des actes terroristes en tant que tels, mais aussi pour assurer le fonctionnement de l'organisation, financer ses besoins techniques de base ou encore couvrir les dépenses liées à la diffusion des idéologies qui les animent. Le budget annuel d'Al-Qaïda au lendemain du 11 septembre 2001 s'élevait à 10 millions d'euros alors que celui de Da'esh en 2016 était estimé à 2,3 milliards.

Les sources de financement terroriste sont très diverses. Les fonds peuvent provenir d'activités illégales allant de la petite criminalité jusqu'au crime organisé : trafic de stupéfiants, d'armes ou traite d'êtres humains. Ces activités sont très souvent décentralisées, telles les prises d'otages avec rançon au Sahel par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Les fonds peuvent aussi provenir d'une source légitime lorsqu'ils sont fournis par les membres de l'organisation (habituellement les nouveaux arrivés ou des donateurs individuels, voire étatiques) ou de l'utilisation abusive d'organisations à but non lucratif.

L'organisation terroriste Da'esh a également recouru à de nouvelles méthodes de financement qui s'apparenteraient davantage à celles d'un État, par exemple en levant l'impôt ou en exploitant des ressources naturelles d'Irak et de Syrie (80 % de son financement en 2014, 60 % en 2017) – dans ce cas, le gaz naturel, le pétrole et les phosphates.

LE TRADING HAUTE FRÉQUENCE

Le *trading* à haute fréquence (THF) consiste à utiliser des programmes informatiques complexes, appelés algorithmes, pour transmettre automatiquement et à très grande vitesse un nombre élevé d'ordres d'achat ou de vente sur les marchés financiers. L'objectif est de multiplier les opérations d'achat/vente à faible marge dans de très courts laps de temps et de générer des profits élevés grâce au nombre de transactions réalisées. Le THF donne cependant lieu à plusieurs stratégies contestables de manipulation de cours, et notamment :

- **le *front-running* électronique** : cette stratégie consiste à prendre de vitesse un ordre important passé par un client sur une place boursière, en achetant toutes les actions disponibles sur d'autres places pour les revendre ensuite au client avec un léger profit ;
- **la liquidité fantôme** : elle désigne le gonflement artificiel de la liquidité généré par des ordres innombrables qui seront ensuite annulés avant même leur exécution. Les autres acteurs du marché sont leurrés par cette liquidité dite « fantôme », ce qui donne aux THF un avantage comparatif du fait de leur connaissance du niveau réel de liquidité. Sauf si, bien entendu, les concurrents jouent au même jeu !

La controverse autour du *trading* haute fréquence

Les défenseurs du THF soulignent qu'il apporte de la liquidité et qu'il participerait fortement à l'efficacité du marché. Pour ses détracteurs, la proportion des ordres annulés est exorbitante (plus de 95 % sur le marché US). Ces annulations introduisent une incertitude sur la liquidité effective du marché, comme l'illustre le crash éclair du 6 mai 2010. Enfin, le *front-running* serait la preuve du comportement prédateur des THF qui prospèrent sur le dos des autres acteurs.